



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GPMB

Bassin de radoub n° 3
33530 Bassens

Références : 25-010
Code AIOT : 0005208337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement GPMB implanté Bassin de radoub n° 3 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du site appelé "fond de forme n°3" sur l'emprise du Grand Port Maritime de Bordeaux (GPMB) s'inscrit dans une période de reprise d'activité débutée en 2023, avec la tenue successive de 2 chantiers relatifs au démantèlement :

- un chantier de démantèlement de 18 bateaux de pêche finalisé début 2024, réalisé par la société PAPREC METAL DECONSTRUCTION, pour un tonnage d'environ 4 000 tonnes (t)

- selon GPMB ;
- un chantier de démantèlement de 8 bateaux militaires (BP16) ayant débuté en 2024 et s'étalant jusqu'en septembre 2026. Ce chantier est sous-traité à la société CARDEM (filial de Vinci), sur commande de la Marine nationale, et devrait conduire à produire une quantité approximative de 33 kt de ferraille.

L'objectif de la visite d'inspection est :

- de partager le retour d'expérience issu des incidents survenus en 2025 ;
- de recoler les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris à l'encontre du GPMB (forme de radoub n°3) en date du 20/08/2024 ;
- de contrôler les éléments de réponse transmis par l'exploitant en réponse aux constats relevés lors de la précédente inspection du 14 mars 2024 ;
- et vérifier la mise en application par le GPMB, d'un processus de contrôle, afin de faire respecter les dispositions de l'arrêté d'autorisation aux entreprises extérieures intervenantes dans la forme.

Par ailleurs, l'inspection est l'occasion d'échanger sur les éléments attendus dans le cadre de la demande de renouvellement de l'agrément qui arrive à échéance en septembre 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GPMB
- Bassin de radoub n° 3 33530 Bassens
- Code AIOT : 0005208337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GPMB (Grand Port Maritime de Bordeaux) est autorisée par arrêté préfectoral n° 16376 du 23/09/2008 à exploiter une installation classée de démantèlement de navires (rubrique 2712-2) située sur la commune de Bassens, dans l'emprise du port autonome. GPMB est également agréé pour cette activité de recyclage de navire jusqu'en septembre 2026.

L'installation s'organise autour du « fond de forme ou bassin de Radoub n°3 » et d'une plateforme à terre. Les opérations de démantèlement sont intégralement sous-traitées à des entreprises externes à qui le Grand Port met à disposition les infrastructures nécessaires aux chantiers par l'intermédiaire d'un bail. Par exemple, sur le chantier actuel, la société SNADEC intervient en tant qu'opérateur de décontamination, la CARDEM en tant que démanteleur et la SIRMET, en tant que gestionnaire de l'évacuation des déchets métalliques.

GPMB leur impose l'obligation de respecter la réglementation ICPE, notamment la surveillance environnementale des activités, via un contrat de performance environnementale établi entre les deux parties.

Les activités suivantes sont ainsi exercées au sein de l'établissement :

- réception de navires hors d'usage (VHU) pour dépollution,
- travail mécanique des métaux (présence de cisailles, chalumeaux, grues),
- entreposage/gestion des déchets issus du démantèlement (métalliques ou non).

Il est à noter que le GPMB à partager, à l'occasion de l'inspection, son projet d'exercer une nouvelle activité de réparation de bateau lorsque la forme n°3 ne fait pas l'objet d'une occupation pour le démantèlement de navire, dans le but de pérenniser l'activité sur cette infrastructure.

Il a été demandé à l'exploitant de solliciter l'inspection des installations en amont du dossier de demande d'autorisation pour fixer le cadrage réglementaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incident et accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Demande d'action corrective	6 mois
2	TRACABILITE (APMED, tiret 1)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	SURVEILLANCE DES REJETS (APMED tiret 2)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 8.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
4	STOCKAGE DES DECHETS (APMED tiret 3)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 44	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	EMPLOI ET STOCKAGE D'OXYGENE ET DE PROPANE (AMPD tiret 4)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 50	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	- 2024/Constat 4)				
9	MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE (2024/Constat 5 à 7)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 30.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	TRACABILITE DES DECHETS DANGEREUX (APMED tiret 5)	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45-I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	EAUX SOUTERRAINES (2024/constat 10)	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	DEMANTELEMENT DE NAVIRE (2024/constat 9)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 12.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	AGREMENT POUR LE DEMANTELEMENT DE NAVIRE (2024/Constat 11)	Code de l'environnement du 30/12/2015, article D.543-272	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis la dernière visite d'inspection de mars 2024, l'exploitant a globalement répondu aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/08/2024 qui peut être considéré levé.

Des non-conformités subsistent et nécessitent de fournir des compléments, notamment pour justifier le choix de la filière d'élimination de certains déchets en stockage inerte (ISDI), la méthode de prélèvement des eaux avant rejet, les travaux de dépollution d'une partie du site, la bonne réalisation des formations "incendie", le bon suivi des recommandations des services de secours suite aux exercices, ainsi que l'amélioration des vérifications à faire avant démantèlement compte-tenu des récents incidents.

Par ailleurs, par soucis de cadrage réglementaire, l'inspection a été l'occasion de fixer le niveau de description et de justification attendus dans le nouveau dossier d'agrément dont le dépôt est à réaliser avant fin mai 2026.

Ainsi, les actions déjà mises en œuvre par GPMB, exploitant de la forme n°3 au sens de la réglementation des installations classées, afin de s'assurer que le démantèlement se fasse en conformité avec la réglementation en vigueur devront être retranscrits dans le dossier de demande d'agrément.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident et accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Plusieurs incidents ont été déclarés entre septembre 2024 à octobre 2025. L'exploitant a présenté

les actions curatives, l'analyse des causes et les enseignements tirés pour éviter que cela ne se reproduise.

L'inspection des installations classées considère pourtant que l'analyse des causes n'est pas suffisante dans la mesure où les incidents ont pour point commun la présence d'hydrocarbures ou d'huiles alors que l'opérateur du démantèlement reçoit de la Marine des navires dit "dépollués".

GPMB explique avoir porté réclamation auprès de la Marine.

Quoiqu'il en soit, compte tenu de la répétition de cette situation, le niveau de dépollution avant l'arrivée sur la forme ne peut être considéré comme suffisant pour entamer des opérations de démantèlement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant :

- d'actualiser, **sans délai**, ses procédures en prenant en compte le retour d'expérience lié à ces incidents, notamment par l'**ajout d'une étape systématique de contrôle du niveau de dépollution avant toute autre action. Ceci doit notamment être réalisé et justifié avant toute délivrance d'un permis feu** ;
- de transmettre, **sous un mois**, les certificats de dépollution des navires ainsi que la fiche de réclamations portée à la marine et les suites données.

Par ailleurs, ce point n'ayant pu être abordé le jour de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de justifier que les mousses d'extinction incendie utilisées sur site ne contiennent aucun agent fluoré.

En outre, pour information, tout événement de type incident/accident doit désormais être télédéclaré via la plateforme Service Public Entreprendre (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : TRACABILITE (APMED, tiret 1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Registres sortant DND

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/05/2025

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

[...] la date de sortie de l'installation :

[...] la dénomination, nature et quantité :

[...] l'origine du déchet :

[...] la gestion et le transport du déchet :

[...] la destination du déchet [...]

+ Article 1 - APMD du 20/08/2024 :

" La société GPMB qui exploite une installation sur la commune de Bassens, sis quai Alfred de Vial, Bassin de radoub n° 3, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants : [...]

- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :

- *Article 2 : en fournissant un registre des déchets sortants conforme aux exigences réglementaires susvisés dans un délai de 1mois."*

Constats :

Dans son courrier de réponse du 19/12/2024, l'exploitant a transmis les documents de traçabilité attendus (BSD, BSDA et registres de suivi), relatifs au démantèlement de trois navires exécutés entre mars et novembre 2024.

La mise en demeure est respectée sur ce point.

La présente inspection a aussi été l'occasion de consulter par sondage certains BSDA (bordereaux de suivi de déchets amiantés) relatifs au démantèlement du chantier en cours. C'est par exemple le cas du bordereau n°BSDA-20240925-P1V2J4P5V correspondant à l'évacuation de 5 tonnes de déchets de peinture sur élément métallique (08 01 07*) vers un site de la SIRMET à BRIVE. Ce

chargement de déchets, correctement déclaré dans l'application Track'déchet, a été l'occasion de vérifier l'exutoire final qui n'appelle pas de remarque.

Il convient de noter que selon les cas, le producteur est le démanteleur, à savoir la CARDEM, ou la société en charge de la décontamination, la SNADEC. Les bordereaux, vérifiés par sondage, traduisent bien cette organisation.

Par ailleurs, le contrôle terrain a permis de constater la présence, au milieu de la zone de stockage des métaux, de tas s'apparentant à de la terre ou bien de la limaille de fer qui sont, aux dires de l'exploitant des résidus de fond de cale envoyés vers une installation de stockage de déchets inertes de classe 3+ (ISDI K3+). L'exploitant indique que des analyses préalables sont réalisées sans que ces documents n'aient pu être consultés lors de la visite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant remet la liste des filières utilisées pour ce type de déchets ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses établis dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable. Il se positionne sur la conformité de ces filières et propose, le cas échéant, des mesures correctrices.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : SURVEILLANCE DES REJETS (APMED tiret 2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets - Périodicité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 28/11/2025

Prescription contrôlée :

8.1. Contrôle des rejets

8.1.1. La détermination du débit rejeté par les effluents n° 3 et 4 se fait par mesure en continu. Pour l'effluent n°2, le débit est déterminé par le fonctionnement horaire de la pompe.

8.1.2. Effluent n°2 - périodicité mensuelle

8.1.3. Effluent n°3 - périodicité journalière, sauf DBO5 mensuelle

8.1.4. Effluent n°4 - périodicité bi-hebdomadaire

+ 8.3. Transmission des résultats des contrôles

L'exploitant transmet trimestriellement, dès réception des derniers résultats, à l'inspection des installations classées un état récapitulatif des résultats des mesures et analyses [...]

+ Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement - Article 1:

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement **sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration [GIDAF]** du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

+ Article 1 - APMD du 20/08/2024 :

" La société GPMB qui exploite une installation sur la commune de Bassens, sis quai Alfred de Vial, Bassin de radoub n° 3, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants: [...]

- l'arrêté préfectoral du 23/01/2008 :

** Articles 8.1 et 8.3 : en réalisant les analyses des effluents, aqueux n°2, 3 et 4, à la fréquence prévue par l'article 8.1 susvisé, puis en déclarant trimestriellement les données de cette autosurveillance via GIDAF, dans un délai de 2 mois. "*

Constats :

Sur la base des déclarations GIDAF, il est constaté qu'une autosurveillance est en place. La déclaration des résultats du dernier trimestre de suivi (juillet à septembre) n'était pas saisie le jour de l'inspection. Ce point, rappelé à l'exploitant, a d'ores et déjà été corrigé.

Par ailleurs, les fréquences d'analyses pour l'effluent n°3 (eaux du fond de forme potentiellement polluées et rejetées après traitement) sont variables du fait d'un rejet discontinu. En effet, la gestion de cet effluent a évolué par l'ajout de capacités de rétention, après traitement (deux bâches de 200m³, soit 400m³ au total), permettant de maîtriser le rejet des eaux à la Garonne, notamment en cas de dérive sur la station de traitement, et uniquement après analyses d'un échantillon ponctuel.

Ainsi les prescriptions de l'arrêté d'autorisation en matière de fréquence d'autosurveillance et de technique d'échantillonnage sont devenues inadaptees. **Ce point sera mis à jour dans le cadre du**

dossier d'autorisation environnementale qui sera déposé en 2026 (projet réparation navire). La mise en demeure peut être considérée respectée sur ce point.

Pour autant, la méthode de prélèvement n'est pas jugée représentative de la qualité de l'eau contenu dans la capacité de rétention. En effet, au regard du guide de la DGPR de février 2022 (*Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE*), un prélèvement doit s'effectuer à partir d'au moins cinq échantillons espacés d'une demi-heure pour être conforme et représentative lors d'un rejet discontinu (p.13/28).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète sous deux mois GIDAF pour l'année 2025 en y annexant les rapports d'analyses.

Les rapports d'analyses doivent justifier la méthode d'échantillonnage utilisée selon le guide de la DGPR susmentionné. Ce guide est disponible à l'adresse suivante : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : STOCKAGE DES DECHETS (APMED tirt 3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 44

Thème(s) : Risques chroniques, Evacuation et diagnostic de sol

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2025

Prescription contrôlée :

Tous les déchets produits par le démantèlement de navires sont évacués en fin de journée.

L'exploitant prend toutes les dispositions permettant de préserver le confinement des déchets dangereux jusqu'à leur évacuation. Les aires de stockages de ces déchets sont protégées des pluies météoriques.

[...]

Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

- des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux,

clos, ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange,

- des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc.) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

Le sol des emplacements spéciaux prévus sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc., récupérés.

Toutes les précautions nécessaires doivent être prises lors de la récupération des fluides du navire.

Une fois récupérés, ces produits sont stockés dans des cuves ou réservoirs appropriés étanches, équipés de cuvettes de rétention conformément aux dispositions du présent arrêté. Ces cuves ou réservoirs sont stockés sur des aires spéciales, nettement délimitées.

+ Article 1 - APMD du 20/08/2024 :

" La société GPMB qui exploite une installation sur la commune de Bassens, sis quai Alfred de Vial, Bassin de radoub n° 3, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants: [...]

- l'arrêté préfectoral du 23/01/2008 :

- *Article 44 : en faisant évacuer les déchets issus du chantier de démantèlement des bateaux de pêche sous un délai de un mois. En complément l'exploitant mettra en œuvre les mesure d'urgence ci-dessous :*
- *transmettre les documents permettant d'assurer la traçabilité des déchets et le suivi de la filière de sortie de ces derniers (registres pour les DND, BSD pour les DD, etc.), dans un délai de 1 mois;*
- *réaliser un diagnostic environnemental des sols et des eaux souterraines au droit de la zone sur laquelle ont été entreposée des déchets et impactée par les pollutions dans un délai de 2 mois. "*

Constats :

Conformément à l'arrêté de mise en demeure :

- il a été constaté que les **déchets** qui étaient présents sur la zone Nord suite au chantier de démantèlement des navires de pêche par PAPREC METAL ont effectivement été **évacués** ;
- un **diagnostic des sols a été transmis** par courrier en date du 19/12/2024.

Le diagnostic susmentionné indique des **impacts en hydrocarbures et/ou en métaux** au droit des sondages S15, S17 et S20.

Des mesures de gestion (et non un plan de gestion compte tenu de l'usage non sensible industriel

qui est fait du site) sont proposées sur une superficie de 700 m² englobant les points les plus impactés (S15 et S17). Elles consistent en un terrassement des remblais superficiels avant comblement par des matériaux inertes ou confinement par la mise en place d'une structure de surface.

A ce jour, aucune de ces mesures n'a été mises en œuvre. L'inspection a été l'occasion pour l'exploitant de se positionner selon les actions suivantes :

1. compléter le diagnostic afin de cibler les zones les plus concentrées ;
2. excaver des terres au droit des zones concentrées.

A ce stade, le plan d'actions est pertinent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre l'ensemble de ses engagements et de justifier la fin des travaux sous un délai maximal de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : EMPLOI ET STOCKAGE D'OXYGENE ET DE PROPANE (AMPD tiret 4 - 2024/Constat 4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de propane

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Le stockage des bouteilles d'oxygène est à l'air libre. Aucun gaz inflammable n'est stocké à moins de 5 mètres de l'aire de stockage des bouteilles d'oxygène.

Les stockages en rack des bouteilles d'oxygène et de propane sont localisées sur deux zones distinctes et à proximité d'équipements de protection incendie.

+ Article 1 - APMD du 20/08/2024 :

" La société GPMB qui exploite une installation sur la commune de Bassens, sis quai Alfred de Vial, Bassin de radoub n° 3, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants: [...]

<p>- le code de l'environnement:</p> <ul style="list-style-type: none"> Article R181-46: en régularisant l'exploitation de ses activités conformément au dossier d'autorisation initial, notamment pour ce qui est de la cuve d'oxygène, ou en fournissant un porter à connaissance décrivant les modifications apportées au site concernant l'ajout et le déplacement de la cuve d'oxygène liquide sur le site non prévu par l'étude de danger initiale, dans un délai de 3mois."
<p>Constats :</p> <p>Les bouteilles sont placées dans un cadre approprié le jour de la visite, ce point est jugé conforme et n'appelle pas de commentaire.</p> <p>Néanmoins, concernant la cuve d'oxygène mobile aucun élément de nature à démontrer la conformité à l'étude de danger initial n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à la visite de 2024. Ce point n'ayant pu être traité en inspection, de même que la présence ou l'absence de cette cuve lors du contrôle terrain, il est toujours attendu des éléments de la part de l'exploitant sur ce sujet qui pourra faire l'objet, en cas d'absence de transmission d'éléments probants, d'une sanction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le retour à une situation compatible avec le dossier d'autorisation initial ou justifie d'une actualisation de l'étude de dangers, sous deux mois. Dans ce cas, l'arrêté préfectoral pourra être adapté, après demande auprès de l'inspection, en même temps que la future instruction de la nouvelle activité de réparation de navires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

N° 6 : TRACABILITE DES DECHETS DANGEREUX (APMED tiret 5)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Track'déchet</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Art. R. 541-45-I CE :</u></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets</p>

et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]

+ Article 1 - APMD du 20/08/2024 :

" La société GPMB qui exploite une installation sur la commune de Bassens, sis quai Alfred de Vial, Bassin de radoub n° 3, est mise en demeure de respecter les dispositions des textes suivants: [...]

- Article R541-45-I du code de l'environnement : en s'assurant du remplissage de l'application «Track'déchet», dans un délai de 1mois."

Constats :

Track'déchet a été consulté sur la période allant de novembre 2024 à novembre 2025. Il est constaté que l'outil est effectivement rempli et les bordereaux relatifs aux déchets observés sur site, lors de l'inspection de mars 2024, sont bien saisis.

La méthode de remplissage, avec notamment les différents intervenants dans la gestion des déchets, n'appelle pas de remarque.

Le point 5 de la mise en demeure susvisée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : EAUX SOUTERRAINES (2024/constat 10)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Piézomètre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2025

Prescription contrôlée :

Pour les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains qui sont conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre

cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.
[...]

Constats :

La réfection de cinq piézomètres endommagés sur les huit présents sur site a été réalisés en septembre 2025 avec rehaussement du tubage, ajout d'un capot hors sol et pose d'étrier de protection. Le diagnostic environnementale transmis en date du 19/12/2024, inclut effectivement un reportage photographique des travaux effectués sur l'ensemble des ouvrages. Le jour de la visite, le piézomètre Pz2R (situé au Nord-Est) est inspecté par sondage et correspond à la description susmentionnée. Ce point est désormais considéré comme **conforme** par l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : DEMANTELEMENT DE NAVIRE (2024/constat 9)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 12.4

Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

Avant réception du navire, l'exploitant dispose d'un diagnostic permettant d'évaluer la présence, la quantité ou non de matériaux dangereux, et de déterminer s'il est en mesure de démanteler le navire.

Dès réception du navire, l'exploitant contrôle le navire afin de s'assurer que :

<ul style="list-style-type: none"> - les conditions d'admissibilité du navire sont remplies (navire désarmé, réservoirs de carburant vidés, etc.), - les infrastructures mises en place sont en adéquation avec les caractéristiques du navire.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite d'inspection de 2024, les inventaires des matières potentiellement dangereuses (IMPD) ou passeports verts pour les 8 navires accueillis sur site depuis 2025 ont été transmis. Ces documents présentent, selon une cartographie par ponts, les analyses réalisées sur différentes composantes : peintures / colles / matières isolantes / sol / cloisons. La plupart des analyses portent sur la teneur en fibre d'amiante et la présence en métaux lourds et PCB.</p> <p>Ces documents n'appellent pas de commentaire et permettent de respecter la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE (2024/Constat 5 à 7)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 30.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du personnel est instruit des risques liés aux produits et déchets stockés ou mis en œuvre dans les installations et de la conduite à tenir en cas d'accident. Une information dans le même sens est fournie au personnel des entreprises extérieures intervenant sur le site.</p> <p>Pour toute personne amenée à intervenir dans les zones confinées (décapage, désamiantage, sas de décontamination et station d'épuration des eaux amiantées), l'exploitant s'assure que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ses fonctions sont décrites, - ses besoins en matière de formation sont identifiés, - l'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées. <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des formations délivrées.</p> <p>+ AP du 23/01/2008 - article 32.2</p> <p>L'exploitant s'assure de la capacité du réseau à assurer les débits nécessaires, dans les scénarios d'accident les plus pénalisants.</p>

+ AM du 22/12/2023 - article 6 :

« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense contre l'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. »

Constats :

Suite à la dernière visite d'inspection de 2024, l'exploitant a transmis l'ensemble des éléments demandés dont :

- les résultats de contrôles des bornes incendies (BI) (période allant de 2019 à 2023). Les remarques majeures suivantes apparaissent concernant la borne incendie n° 7890 sur la forme de radoubs n°3 : "Rehausser la BI + fixation BI sable + béton" ;

- le compte-rendu établi par le SDIS, daté du 21 novembre 2024, qui mentionne les difficultés rencontrées suivantes :

- difficulté à identifier le rondier chargé de l'accueil des secours en arrivant sur site ;
- portail d'entrée de la forme 3 non manœuvrable ;
- difficulté à identifier le personnel ressource.

L'exploitant n'a pas communiqué d'élément sur l'éventuelle mise en œuvre d'actions correctives. Ces points n'ont pas non plus pu être évoqué lors de la présente inspection ce qui justifie une demande de compléments.

D'autre part, l'exploitant a également transmis par courrier du 19/08/2024, le plan de formation des personnes travaillant au sein du site ICPE qui est jugé incomplet dans la mesure où :

- les attestations de formation du personnel intervenant pour le compte de la CARDEM et exerçant la profession de chalumiste sont absents. Seule une carte d'identification professionnelle "BTP" a été transmise ;
- concernant le personnel GPMB, un tableur de suivi des formations est présenté. On y retrouve tracée, pour l'enjeu "incendie/explosion", une formation ATEX niveau 0 à 2. Pour le maniement du matériel de lutte contre l'incendie disponible sur site, aucune formation n'est tracée. **La non-conformité est maintenue.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier les actions mises en œuvres ou à venir, selon un calendrier argumenté, afin de répondre aux observations :

- du SDIS ;
- relatives aux résultats du contrôle de la borne n° 7890 ;
- sur le plan de formation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : AGREMENT POUR LE DEMANTELEMENT DE NAVIRE (2024/Constat 11)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/12/2015, article D.543-272

Thème(s) : Risques chroniques, Agrément

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/11/2025

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation de recyclage de navires est agréé à cet effet.

+ Article D543-273 :

L'agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues aux articles R. 515-37 et R. 515-38.

L'agrément est délivré par le préfet du département dans lequel se situe l'installation de recyclage de navires, après avis du conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

pour une durée maximale de cinq ans renouvelables.

+ Article D. 543-274 du code de l'environnement :

La demande d'agrément justifie du respect des exigences prévues aux a, b, c, d, e, f, g, h, i, j et k du 1 de l'article 13 du règlement (UE) n° 1257/2013 du 20 novembre 2013.

+ Règlement 1257/2013 - Article 13 :

1. Pour être inscrite sur la liste européenne, une installation de recyclage de navires satisfait aux exigences suivantes, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de Hong Kong et en tenant compte des directives pertinentes de l'OMI, de l'OIT, de la convention de Bâle et de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et d'autres lignes directrices internationales: [...]

d) elle met en place des systèmes, des procédures et des techniques de gestion et de surveillance qui ont pour objectif de prévenir, de limiter, de réduire au minimum et, autant que possible dans la pratique, d'éliminer :

i) les effets dommageables sur la santé des travailleurs concernés et de la population au voisinage de l'installation de recyclage de navires; et

ii) les effets dommageables sur l'environnement résultant du recyclage des navires; [...]

g) elle assure une gestion sûre et écologiquement rationnelle des matières dangereuses et des déchets, y compris :

i) en garantissant le confinement de toutes les matières dangereuses présentes à bord d'un navire durant l'intégralité du processus de recyclage du navire afin de prévenir tout rejet de ces matières dans l'environnement et, en outre, en veillant à ce que les opérations impliquant la manipulation de matières dangereuses et de déchets produits durant le processus de recyclage du navire ne soient réalisées que sur des sols imperméables dotés de systèmes d'évacuation efficaces;

ii) en faisant en sorte que tous les déchets résultant de l'activité de recyclage du navire et les quantités de ces déchets soient répertoriés et uniquement transférés vers des installations de gestion des déchets, y compris des installations de recyclage des déchets, disposant des autorisations requises pour en assurer le traitement dans des conditions écologiquement rationnelles et ne présentant aucun risque pour la santé humaine; [...]

h) elle élabore et tient à jour un plan de préparation et d'intervention dans les situations d'urgence ; s'assure que les équipements d'intervention d'urgence, tels que les équipements et véhicules de lutte contre l'incendie, les ambulances et les grues, puissent accéder rapidement au navire et à toutes les zones de l'installation de recyclage de navires; [...]

i) elle garantit la sécurité et la formation des travailleurs, y compris en veillant à ce que ceux-ci utilisent des équipements de protection individuelle lors des opérations qui l'exigent;

Constats :

Compte tenu des non-conformités relevées lors de l'inspection de 2024 et de l'organisation de l'activité de démantèlement avec une intervention significative de sous-traitants, il avait été rappelé *"qu'il relève de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer de la mise en place d'une organisation lui permettant de respecter la réglementation des ICPE et les conditions d'octroi de son agrément"*.

En réponse, l'exploitant a travaillé à la mise en place d'actions correctives qui consistent à :

- une réunion d'ouverture de chantier avec l'ensemble des sous-traitants permettant de présenter les dispositions de l'arrêté d'autorisation ;
- un système d'audit réalisé à fréquence variable, mais généralement bi-mensuelle, et axé sur divers points de contrôle en lien avec les prescriptions de l'arrêté d'autorisation et les points soulevés lors des audits précédents. Un logiciel de suivi de ces points a été mis en place.

L'inspection des installations classées fait le constat que la réunion d'ouverture n'est pas tracée et qu'aucun système de sanction n'est prévu en cas de dérive, seul le principe de rappel par mise en demeure est présenté.

De manière générale, la visite d'inspection a été l'occasion de passer en revue les points d'attention en vue de la préparation du prochain dossier de demande d'agrément.

Calendrier de mise à jour du dossier d'agrément :

Pour rappel, **la mise à jour de l'agrément doit être effective avant le 27/09/2026** pour que les activités de démantèlement puissent se poursuivre sur la forme 3. L'exploitant a l'obligation de transférer le dossier de demande, trois mois avant cette échéance, soit avant le 27/06/2026. Le délai de réponse côté administration est au maximum de 4 mois, il est ainsi conseillé à l'exploitant **d'anticiper le dépôt de son dossier avant fin mai 2026.**

Sur le volet organisationnel des activités exercées dans la forme de radoub n°3 :

Pour rappel, à ce jour, l'organisation en place est que la société GPMB qui dispose d'un agrément, loue son infrastructure (forme de radoub n°3) à une société qui prend l'entière gestion des activités de démantèlement. En plus du bail de location, le lien contractuel est établi à travers une "convention d'occupation temporaire". GPMB n'a pas les compétences techniques pour assurer le démantèlement.

Par exemple, le jour de l'inspection, la gestion des activités de démantèlement est exercée par la société CARDEM qui a un contrat avec la Marine nationale pour démanteler leurs navires. Cette société fait également appel, en direct, à d'autres prestataires externes pour des compétences spécifiques (décontamination du plomb, PCB, amiante, opération de cisaillement/oxycoupage, gestion des déchets produits).

Il est à noter qu'en termes de responsabilité, selon le titre IV "Déchets" du livre V du Code de l'environnement, actuellement, c'est la CARDEM qui est le détenteur des déchets et la Marine le producteur initial (cf. point de contrôle sur la partie traçabilité des déchets).

En revanche, au titre de la réglementation des installations classées, GPMB est le seul responsable du respect du cahier des charges associé à son agrément de démantèlement au sein de la forme n°3.

Il est usuellement recommandé que l'agrément soit demandé par la société opérant techniquement le démantèlement. Pour autant, cette organisation, qui se retrouve au sein de tous les ports de France exerçant des opérations de démantèlement, ne sera pas remise en cause sous réserve de démontrer d'une organisation adaptée qui ne doit donc pas conduire à diluer les responsabilités du GPMB d'une part, ni du gérant et détenteur du déchet à traiter d'autre part.

Les non-conformités observées lors des dernières inspections constituent un retour d'expérience qui doit se traduire par des descriptions précises dans le nouveau dossier de demande d'agrément.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de la mise à jour du dossier d'agrément en 2026, sans être exhaustif, les points suivants sont à présenter pour justifier de la maîtrise de la sous-traitance :

- le rôle de chaque partie prenante en particulier pour la réalisation des opérations de démantèlement, dans la chaîne de gestion du déchet (producteur, détenteur, installation de réception et transit du déchet, etc.), la gestion du suivi environnemental, le suivi des obligations en matière de prévention des risques (permis feu, formation, revue du matériel, essais, etc.), la gestion d'un accident ;
- contenu des contrats fixant les attentes de GPMB au gestionnaire des opérations de démantèlement et, le rôle et tâches des différents intervenants. Il est rappelé la possibilité de transmettre des documents sous "annexes confidentielles" ;
- processus d'audit permettant de s'assurer du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, y compris la mise à disposition de l'ensemble des documents définis par la réglementation et les actions à prendre en cas de dérive.

Enfin, il est attiré l'attention de l'exploitant sur le fait que cette logique de maîtrise de la sous-traitance pour le bon respect de l'arrêté d'autorisation s'appliquera également pour l'activité de réparation de navire à venir.

Type de suites proposées : Sans suite